

à l'étranger, pour faire fonctionner ses gadgets atomiques de prestige, sont obligés de jouer avec doigté de "l'intégration" en attribuant certains avantages aux travailleurs ; mais l'affaire se complique du fait que l'industrie d'armement, comme toute autre industrie, subit les lois du marché capitaliste: concurrence, rentabilité... ce qui a pour conséquence la remise en cause continuelle des avantages momentanément concédés. (ex: statuts), et, partant, les luttes ouvrières.

Ainsi l'arme la plus sûre pour eux est encore la répression :

-C'est sous cet angle qu'il faut voir l'application de la loi anti grève aux arsenaux, le système des réquisitions...

Ceci explique les enquêtes préliminaires à l'embauche, les enquêtes complémentaires à l'Île Longue.

-Les tracasseries multiples : contrôle policier à l'entrée etc...

- Le règlement militaire intérieur "illustré" actuellement par le fait scandaleux que Debré, "l'insulté" est à la fois juge et partie. La bourgeoisie, tenue de réaliser cet équilibre précaire, ne peut admettre le moindre manquement aux règles qu'elle a fixées et veut faire un exemple.

AUCUNE SANCTION NE DOIT ETRE TOLEREE.

LIBERTE POLITIQUE ET SYNDICALE DANS L'ARSENAL.

A BAS LES REQUISITIONS ET LA LOI ANTI- GREVE.

A BAS LA TUTELLE DE LA HIERARCHIE MILITAIRE.